

Programme CDE - APR 2008/2009

Synthèse du rapport final

Avril 2013

DE LA VILLE DURABLE À LA VILLE HABITABLE : EXPÉRIENCES DE PARTICIPATION INSTITUÉES ET DYNAMIQUES COLLECTIVES AUTONOMES À L'ÉPREUVE DE L'ÉCOLOGIE

Groupe de Recherche Action (GRAC)

grac@cooprechercheaction.org

Membres de l'équipe :

Rémi ELIÇABE, Amandine GUILBERT, Anne-Sophie HAERINGER, Laetitia OVERNEY

Col·lectiu per a la Recerca Social i Autònoma (COPSAT)

associaciocopsat@gmail.com

Membres de l'équipe :

Miguel DOÑATE SASTRE, Raúl MÁRQUEZ PORRAS, Pablo ROMERO NOGUERA

1. Objectifs généraux et enjeux de la recherche

Les réalisations des politiques environnementales en ville en passent par des investissements de forme spécifiques : réalisations architecturales éco-compatibles, mise en place de technologies environnementales pour la réduction des consommations d'énergie et des déchets ménagers, organisation de modes de transport « doux ». Ces opérations sont d'ampleur variable et concernent aussi bien de nouvelles constructions (à l'échelle d'un quartier par exemple, on parlera d'écoquartier en France, d'ecobarri en Espagne et en Catalogne), que l'introduction et la diffusion de ces « aménagements durables » dans le bâti, les agencements et les modes d'organisation de la ville existants.

Notre recherche entend documenter comment les manières d'habiter la ville sont mises à l'épreuve de tels aménagements sur trois terrains spécifiques : dans le cas de la mise en œuvre d'un projet d'écoquartier à Montreuil, de la définition d'un « parc naturel » dans l'aire métropolitaine de Barcelone, et de manière plus ordinaire, par l'aménagement d'espaces verts ou de jardins partagés dans des espaces à haute densité de population à Toulouse. En cela, notre recherche, et plus largement le deuxième programme CDE, s'inscrivent dans une actualité particulière de ces grands projets d'aménagement. En effet, si ceux-ci se multiplient depuis cinq ans, ils arrivent pour nombre d'entre eux dans une phase cruciale de leur développement : avant l'épreuve de leur durabilité, c'est d'abord, pour l'heure, celle de leur « habitabilité » qui est en jeu. Les collectifs qui nous intéressent se constituent dans de tels contextes, face à ces projets labellisés « durables », dans lesquels l'espace urbain alors reconfiguré doit fournir des prises aux « bonnes pratiques » des habitants en matière environnementale.

Les modes de décision et de concertation associés à la mise en œuvre de ces politiques constituent un enjeu central. Si les procédures qui ont cours renvoient le plus souvent à une méthodologie classique dans la mise en œuvre des grands aménagements urbains, elles ne constituent pas seulement un processus externe qui préparerait le terrain : la concertation ne relève pas simplement d'une phase préparatoire à la mise en place des projets en faveur d'une « ville durable », elle leur est consubstantielle. Il semble bien s'opérer autour des tentatives de performance de la « ville durable », une « *généralisation de la concertation comme norme et comme modalité pratique du processus de prise de décision* »¹. Il importe de prêter attention aux « formes de retrait » de ces dispositifs de concertation, aux liens entre ceux-ci et des « *formes d'expression et d'action plus radicales* »². C'est là précisément tout l'enjeu de notre recherche. Elle repose sur l'hypothèse selon laquelle c'est souvent en dehors des processus de concertation préétablis dans le cadre de ces projets que s'élaborent aujourd'hui de nouvelles définitions de ce que pourraient être pour ces « habitants » des formes de ville, de quartier, non seulement « durables » mais « habitables », d'une écologie qui brouille les frontières entre le social et le naturel. Notre recherche vise alors à documenter les dynamiques (y compris polémiques ou conflictuelles) qui s'opèrent localement, dans leurs dimensions tout à la fois réflexives et pratiques (en portant tout particulièrement attention aux types de savoirs et aux modalités d'associations et d'alliances en jeu sur ces terrains).

Enfin, un autre intérêt de notre recherche réside dans ce qu'elle est menée conjointement par une équipe lyonnaise et une équipe barcelonaise, l'une formée à la sociologie pragmatique, l'autre à l'anthropologie rurale, une composition collective qui introduit une pluralité de démarches d'enquête. En outre, les terrains situés en France et en Catalogne produisent des variations de contexte. Mais à la différence d'une stricte démarche comparative dont les résultats reposeraient sur la recherche d'invariants dans les phénomènes observés, l'enjeu consiste ici à rendre compte à chaque fois du caractère situé des expériences, à repérer des formes de correspondance, de résonance et de variation entre les terrains.

1 Programme de recherche *Concertation Décision Environnement (phase 2)*, p. 2.

2 *Ibid.*, p. 8.

2. Une sociologie pragmatique attentive aux conflictualités

Aux bords des dispositifs institués de participation

Notre recherche s'est intéressée à des formes d'engagement aux marges du système démocratique représentatif, mais aussi aux marges des dispositifs institutionnels de concertation et de participation qui cherchent à pallier les défaillances de la démocratie représentative et qui accompagnent actuellement de manière systématique les projets d'aménagement urbain. Qu'en est-il de ceux qui ne conçoivent pas la politique au sein de ces espaces dédiés mais qui la définissent et l'expérimentent ailleurs, en dehors ou tout contre ces dispositifs ? C'est à cette question que nous répondons, prenant au sérieux ce que Jacques Ion pointe comme une « déconnexion du public et du politique »³, au sens institutionnel du terme.

Ces engagements aux marges des dispositifs de participation restent un point aveugle des recherches sur le sujet. Souvent disqualifiés et peu visibles sur la scène publique institutionnelle, ils se trouvent aussi relégués au plan scientifique. Nous suggérons que la recherche gagne à s'intéresser à des acteurs qui mettent à mal l'acception habituelle de la participation et contribuent ainsi à redéfinir autrement la politique.

L'hypothèse que nous formulons, à la suite des travaux de Jacques Rancière, est celle du caractère dissensuel de la politique. La politique survient pour Rancière d'une rupture, d'une interruption et d'un litige portant sur la question de « qui compose le monde commun ». Elle engage aussi une topologie spécifique : « *déplacer la question des origines et des fins de la politique vers la question générale de ses bords, c'est-à-dire des différentes manières de la voir délimiter son territoire, poser ses limites, [...] [répartir concrètement] ses espaces* »⁴. Penser *aux bords du politique* doit permettre de sortir de deux lignes de clôture classiques pour cet objet : la première étant toute entière contenue dans le triomphe de la « démocratie de consensus » ; la seconde revenant à circonscrire la politique à un domaine spécifique de la vie sociale, de l'ordre de la sphère étatique ou de la sphère publique institutionnelle.

Attachements et associations

Notre recherche se propose de prendre en compte des *attachements* qui sont en jeu sur les différents sites (attachements à la montagne de Collserolla, à une pelouse dans un quartier de Montreuil ou de Toulouse, aux formes de vies qui s'y déploient, etc.). Nous empruntons ce concept à la sociologie du goût d'Antoine Hennion qui définit le « *goût comme travail sur l'attachement, technique collective pour se rendre sensible aux choses, à son corps, à soi-même, aux situations et aux moments, tout en contrôlant le caractère partagé ou discutable de ces effets avec les autres* »⁵. Cette définition présente ceci d'intéressant qu'elle redéfinit le goût comme une affaire de prises, de manières actives et plurielles de se rapporter aux choses aimées, de faire monde en même temps que d'*être fait* par lui. La construction dynamique des goûts est ainsi indissociable des épreuves par lesquels elle s'accomplit ou, dit autrement, les goûts ne sont jamais donnés une fois pour toutes, ils demandent chaque fois à *ce que tous s'y mettent* pour les faire apparaître.

Notre recherche a donc pris en compte ces « attachements » en tant qu'ils prenaient part à la construction de mondes communs. Dans cette perspective, nous avons voulu en quelque sorte élargir la figure du sujet politique abstrait, « libéré » par la raison, et lui redonner ainsi « la plénitude de ses affects »⁶. À l'encontre d'une définition de la délégation politique à la française qui implique un détachement d'avec les communautés d'appartenance au profit d'une ré-inscription dans un cadre national étatique, nous montrons que de la politique se loge dans les attachements de

3 J. Ion (dir.). *L'engagement au pluriel*. Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2001.

4 J. Rancière. *Aux bords du politique*. Paris, La Fabrique, 1998, p. 8.

5 A. Hennion. « Réflexivités. L'activité de l'amateur », *Réseaux*, n°53, 1, 2009, p. 55.

6 Ion. 2001, *op. cit.*, p. 201.

proximité, dans la prolifération d'usages qui lient quotidiennement des habitants à une rue, un quartier, une ville, ou encore une vallée. Il s'agit ainsi de faire place à un ordinaire de la politique, aux ancrages corporels, affectifs et pratiques qu'elle engage, à ce qui lie les êtres à leur environnement, et les met en mouvement.

Nous avons donc prêté particulièrement attention aux « manières de faire » des habitants d'une ville, aux formes d'engagements qui sont à la portée de tout un chacun, dépendent de l'actualisation de compétences ordinaires et sont liées aux circulations dans l'espace urbain. Dans un contexte de reconfiguration sensible majeure des espaces urbains, l'hypothèse formulée dans la recherche est qu'une *politique des usages* s'élabore à partir des pratiques récalcitrantes, contrevenantes, constituant des infractions par rapport à un certain ordre de la ville, une politique de braconnage, usant de ruses et de tactiques diffuses, et faisant feu de tout bois⁷.

Cette attention aux accomplissements pratiques relève de ce que nous proposons d'appeler une *sociologie des associations*. Elle examine comment des collectifs d'humains et de non-humains⁸ se constituent dans un réseau complexe et serré d'attaches de toutes sortes, échouent ou réussissent dans leurs entreprises communes et, pourquoi pas, se recomposent autrement au fil des événements. C'est en cet endroit que se résout, à notre sens, la mise à l'épreuve de la sociologie des sciences par un projet de sociologie politique ; en mettant au cœur du travail d'enquête le « suivi d'associations »⁹, en prêtant attention aux moyens (contrevenants, affectés et dissensuels) mis en œuvre par les acteurs pour définir, délimiter et entretenir des collectifs.

3. Saisir des dynamiques politiques

Barcelone : de l'institution d'un parc naturel à la défense d'un milieu de vie

Les deux terrains barcelonais se situent dans la montagne de Collserola. La situation géographique de ce massif, jouxtant la ville de Barcelone au Nord-Ouest – à deux pas d'une station de métro –, et sa situation administrative – une aire territoriale partagée entre de nombreuses municipalités –, en font une zone extrêmement sensible. Et cette sensibilité est au cœur du processus historique par lequel ce massif a fini par être requalifié en « Parc naturel » en 2010.

Le premier terrain, le Consorci du Parc naturel du massif de Collserola, est la réponse institutionnelle à la reconnaissance juridique de Collserola comme Parc naturel. Selon ses statuts, il s'agit d'un « organisme public à caractère associatif, de nature institutionnelle et locale ayant pour objectif la gestion et le développement du Parc ». Sa création est aussi une réponse à un souci environnemental croissant, au développement d'une attention pour les usages sociaux de la montagne. Elle dénote aussi une volonté, au moins théorique, d'impliquer, à travers des mécanismes participatifs, les citoyens dans la préservation de Collserola. Cette entité s'avère extrêmement complexe en ce qu'elle se propose de faire collaborer dans cette gestion pas moins de neuf municipalités, l'Aire Métropolitaine de Barcelone, la *Diputació* de Barcelone et la *Generalitat* de Catalogne ; et elle propose aussi de faire composer des usages et conceptions du Parc tout aussi variés, voire bien souvent contradictoires. En outre, cet organisme de gestion entend également être à l'écoute de la « société civile ». Le Consorci s'est doté d'un Conseil consultatif ouvert non seulement à ces administrations et entités politiques mais également aux associations présentes sur le territoire, qu'il s'agisse de randonneurs, d'écologistes, de chasseurs, d'historiens ou de « voisins ».

Le deuxième terrain est le projet agroécologique de Can Masdeu comprenant des jardins communautaires et une grande bâtisse située sur le flan de la vallée de Can Masdeu dans le massif de Collserola en lisière du quartier de Nou Barris à Barcelone. Le lieu est occupé illégalement depuis 2001. Ses habitants entendent eux aussi, au travers de leurs nombreuses activités basées sur

7 M. de Certeau. *L'invention du quotidien. Les arts de faire Tome I*. Paris, Folio, 1990, pp. 60-61.

8 B. Latour. *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. La Découverte, 1991 ; B. Latour. *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. La Découverte, 1999.

9 B. Latour. *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris, La Découverte, 2006, p. 13.

l'autogestion et le partage de connaissances, proposer une manière de vivre à Collserola et contribuer à la défense de la montagne. Vivre dans la montagne implique pour les habitants de Can Masdeu de s'associer avec les collectifs présents sur l'ensemble du territoire, regroupés au sein d'une Plate-forme Civique pour la Défense de Collserola. Cette autre manière d'appréhender le territoire se déploie encore à travers la remise au goût du jour des pratiques autogestionnaires des mouvements vicinaux du quartier Nou Barris, la pratique du jardinage entre « voisins » au sein de jardins communautaires (investis de longue date par ces derniers et réinvestis dans le cadre de ce projet), ou encore en entretenant les liens avec les luttes à l'échelle de la ville et internationale (en participant activement au mouvement du 15M).

Can Masdeu est ainsi un projet agroécologique, et en cela rural, mais situé tout autant *dans* la ville. Il se situe clairement à l'intérieur des limites administratives de Barcelone, mais se caractérise, par contre, par le fait que s'y déploient des formes de vie et des types d'activités qui correspondent peu à ce que l'on qualifie habituellement d'urbain. C'est un projet qui a une forte composante agricole et qui est implanté dans une zone du territoire moins disciplinée par les politiques urbaines municipales (en partie grâce à la présence de ce projet). Il s'est auto-défini comme « rurbain », terme qui fait valoir une caractérisation ontologique clairement ambiguë, à mi-chemin entre l'urbain et le rural. Contrairement aux modélisations de l'ingénierie et de la planification étapes par étapes qui guident la réalisation de la plupart des projets urbanistiques (comme c'est le cas des écoquartiers), Can Masdeu a sa réalité propre. C'est un projet vivant, qui s'est forgé dans la pratique même. En construction depuis dix ans, son nom résonne à Barcelone et au-delà, comme celui d'une tentative ambitieuse d'articulation entre un territoire forestier et un quartier urbain marqué entre autres par la force de ses luttes vicinales.

Dès son arrivée en 2001, le collectif d'occupants travaille à la reconversion du lieu. Il ne s'agit pas de faire du squat un îlot de militants irréductibles, et de Collserola un espace de « préservation immaculée de la vallée comme un musée au milieu d'une mer d'asphalte »¹⁰. L'enjeu est celui de la définition par ce projet agroécologique de grande ampleur d'un lieu habitable au sens fort, à même de composer avec ce et ceux qui se trouvent dans la vallée ou y passent sans que cette liste ne soit définie préalablement ou une fois pour toutes. C'est en ce sens que Can Masdeu développe une défense des « milieux de vie » : la critique à l'encontre de la gestion administrative du Parc de Collserola ne se traduit pas par l'adoption d'une posture de surplomb sur l'environnement, mais consiste à mettre en pratique une pensée élaborée de l'écologie, soucieuse d'entretenir aussi bien la forêt que les liens avec les associations de voisins des quartiers environnants.

Montreuil : de la Fabrique de l'écoquartier à la politique de plein air

La forme écoquartier nous intéresse particulièrement dans la mesure où ce type de réalisations manifeste la prise en compte de la question écologique par les différents acteurs des politiques de la ville. En outre, leur mise en place implique des dispositifs de concertation, associant des habitants et des associations. Le choix de l'écoquartier de Montreuil s'est fait à partir de l'identification de reliefs particuliers, qui semblaient distinguer cette réalisation d'autres programmes urbains de ce type. Premièrement, cet écoquartier est mis en place dans une municipalité dirigée depuis 2008 par une élue du principal parti écologiste français (Europe Écologie-Les Verts). Montreuil, et particulièrement par ce projet d'écoquartier, fait bien figure en ce sens de ville-laboratoire, expérimentant la mise en application d'une pensée politique écologique. Deuxièmement, ce projet se distingue par son ampleur : le plus grand écoquartier d'Europe. Ce projet concerne le vaste secteur des Hauts-de-Montreuil, soit 1/5^{ème} du territoire communal. Il vise selon la municipalité à « résorber la fracture et les inégalités entre Haut et Bas Montreuil » et à inscrire la ville dans la dynamique de l'agglomération parisienne. Troisièmement, ce projet se veut « évolutif ». L'ambition de la Ville en matière de concertation est rappelée dans l'ensemble des réunions et documents publics. La concertation prend un accent particulier dans la mesure où la Mairie fait appel à un

10 Extrait du texte « *Défense de la vallée de Can Masdeu* ». www.canmasdeu.net.

cabinet singulier dans le champ professionnel de « la participation » : les Arpenteurs, un cabinet réputé pour défendre des principes forts en matière de participation.

Le dispositif de concertation pour l'écoquartier a été mis en œuvre en 2010 pour une durée de trois ans au moins. Au printemps 2011, la Mairie inaugure un local, « la Fabrique », présenté comme une « plate-forme citoyenne », dans laquelle seront notamment organisés des ateliers de concertation thématiques. De plus, le cabinet pratique des « arpentages » dans les rues, une forme de concertation *au lieu même*, activité qui se développe aujourd'hui de manière générale, mais pour laquelle les Arpenteurs ont une longue expérience et des modalités d'agir bien particulières.

Le terrain de Montreuil prend aussi très vite une autre dimension puisque quasi simultanément au début de notre travail de terrain une « coordination des habitants de Montreuil » commence à s'organiser autour des protestations d'habitants contre différents projets urbains conduits dans la ville. Cette coordination a pour particularité de rassembler des habitants de toute la ville et de statuts différents, mais touchés d'une manière ou d'une autre par les politiques de réaménagement urbain. Cette forme *prend* dans le contexte du projet d'écoquartier et plus largement celui des « grands projets » de la Ville de Montreuil ; elle met au travail d'autres manières de penser la ville et l'écologie ; elle réalise des alliances *a priori* improbables (« des locataires, des propriétaires et des squatteurs » pour reprendre les termes d'un tract). Avec la coordination, le terrain de la recherche s'étend donc à Montreuil au-delà du cadre du projet d'écoquartier et de la concertation mise en place par les Arpenteurs : les problèmes soulevés concernent l'ensemble de la politique municipale en matière d'urbanisme ; parmi les membres de la coordination certains ont souhaité quitter les espaces de la concertation et re-déployer leur engagement dans cette nouvelle forme collective, d'autres continuent à y assister. La coordination construit chemin faisant ce que nous proposons de nommer une *politique de plein air*, en opposition à la politique camérale. C'est là une manière de penser l'écologie et la politique dans leur indissociabilité. C'est en partant de la dimension assez littérale de « plein air » de cette mobilisation, qui a pris à plusieurs reprises la forme de fêtes-assemblées sur une pelouse menacée par un projet immobilier, que nous en sommes venus à qualifier, plus encore, la politique à l'œuvre, à savoir la construction d'un *commun*, là où se fabrique la vie du quartier. Cette politique de plein air est arrimée à la vie quotidienne des habitants y compris dans son sens le plus trivial, et c'est de cet arrimage qu'elle tire sa force.

Toulouse : traverser les frontières de l'écologie

Le squat des Pavillons Sauvages a été ouvert à l'été 2007 par une vingtaine de personnes en situation précaire dans le quartier des Minimes à Toulouse. L'occupation d'une ancienne caserne, composée de cinq grands bâtiments et d'un petit parc boisé, laissée à l'abandon et vendue alors à un promoteur privé (qui prévoyait de la détruire pour faire construire une résidence « de standing ») devait permettre, pour les membres du collectif informel à l'origine du projet, à la fois de répondre à des problèmes immédiats de logements et d'enrayer certaines dynamiques urbaines à l'œuvre, comme la gentrification. Et de fait, depuis son ouverture, trois bâtiments ont été rasés, laissant place à des résidences de six étages. La pérennisation du lieu est largement attribuable au soutien de la municipalité, contrainte de soutenir le lieu du fait de la pression du milieu associatif local pendant la campagne municipale de 2008.

Malgré le caractère illégal de l'initiative, la décision est prise par le collectif de laisser les lieux intégralement ouverts, et notamment ses jardins, directement accessibles depuis la rue. Suivant cette logique d'ouverture, l'espace est aménagé petit à petit, *via* la mise en place d'une multitude d'activités. Le projet des Pavillons Sauvages se veut « global, culturel, social et environnemental » ; il s'ancre à chaque fois à partir de nécessités immédiates : en réponse au manque de locaux associatifs et culturels, à l'absence de crèche dans le quartier, etc. Une salle de concert est installée dans une cave, jusqu'à 30 associations différentes y organiseront des manifestations artistiques. Des activités se développent aussi pour les enfants des habitants et du voisinage, le petit parc est requalifié en « parc écologique », un jardin potager est initié. Plus tard, un four à pain est construit,

des associations de sports de combat et de danse occupent un espace dédié aux activités corporelles, une autre propose du théâtre forum... Il serait très difficile de faire une liste exhaustive des activités qui ont eu lieu depuis 2007 aux Pavillons, tant elles circulent et prolifèrent.

Nous avons centré plus particulièrement notre analyse sur la dimension écologique du lieu (et son articulation avec ces autres dimensions, en particulier avec les pratiques musicales qui y sont développées). Il n'est pas question pour les acteurs des Pavillons d'élaborer une écologie en laboratoire, dans un monde débarrassé de ses impuretés, mais au contraire de modifier la teneur des questions écologiques, pour les formuler en prise avec les choses du monde, en construisant par exemple avec les moyens du bord une éolienne à turbine adaptée aux vents de la ville et aux usages du lieu. Nous avons montré comment la version de l'écologie était tout sauf une saisie conceptuelle ou globale du territoire. Le geste des Pavillons Sauvages est celui d'une dénaturalisation du rapport au territoire, plus loin à l'environnement, pour l'écologiser. Ce qui est à l'œuvre dans cette opération de dénaturalisation/écologisation, c'est la possibilité de démultiplier les relations entre les êtres qui se trouvent concernés, leurs modalités de circulation et de composition. Partant, l'écologisation désigne un régime d'attention spécifique aux lieux et aux êtres qui les peuplent, un engagement dans ce rapport si particulier en quoi consiste l'habiter. Et ce qui fait écologie en matière de culture et de musique relève alors également de l'habiter : les concerts qui y ont cours redimensionnent l'oreille, le goût des amateurs de musique, et en un même mouvement le lieu. Ce à quoi les amateurs se montrent sensibles, c'est aux effets du lieu sur leur manière d'apprécier la musique et réciproquement, aux effets de celle-ci sur l'aménagement du lieu. Cette écologie musicale mise en œuvre aux Pavillons souligne là encore la capacité du lieu à traverser les frontières de l'écologie. L'ouverture à la contingence des Pavillons Sauvages, son refus toujours reconduit de ne pas vouloir délimiter clairement ce qui peut advenir en son sein produit des rencontres improbables (entre des familles membres des AMAP, des chanteurs de gospel, des amateurs de musique punk, des bricoleurs construisant des éoliennes) lesquelles produisent des effets à leur tour indéterminés.

4. Prendre part au(x) monde(s) : co-habiter, co-ordonner, communiser/communaliser

Un premier apport de notre recherche est de montrer comment les critiques qu'adressent les habitants et les collectifs rencontrés à la « ville durable » les obligent à s'engager dans une dynamique qui n'est pas d'abord celle de la conquête, mais de l'habiter. Lorsque la critique met en cause la capture d'un territoire par les politiques d'aménagement, elle ne cherche pas d'abord à s'opposer terme à terme à son objet, autrement dit à répondre à la conquête par la conquête. Mais elle oblige bien plutôt à expérimenter d'autres manières de se rapporter au territoire.

Ensuite, ce travail nous conduit à ressaisir la proposition initialement formulée au sein de l'APR CDE selon laquelle environnement et concertation sont consubstantiels, et à la pousser un peu plus loin pour réussir à qualifier des expériences qui justement tendent à ne plus séparer politique et environnement. En mettant l'accent sur l'activité de ceux qui interrogent et/ou mettent en cause différentes modalités par lesquelles advient pour eux la ville durable et les dispositifs de participation proposés par les institutions, nous avons progressivement été conduits à mettre de côté le concept de participation et à lui préférer l'expression « prendre part au monde »¹¹. Cette expression entend rendre compte à la fois des conceptions pragmatiques de la connaissance et de l'écologie rencontrées sur les différents terrains des expériences autonomes, mais aussi de la dimension conflictuelle que de telles conceptions produisent dans le domaine de la politique. Notre recherche en vient ainsi à dégager trois enjeux ou opérations relatifs à cette indissociation :

11 L'expression n'est pas sans faire écho à la proposition défendue par Joëlle Zask. Précisément, celle-ci distingue entre des participations factices, dans lesquelles tout est joué d'avance entre experts, les participants venant simplement valider ou cautionner, des décisions prises en amont, et un « prendre part » qui fait droit à une acception de la participation dans son sens fort. J. Zask, *Participer. Essais sur les formes démocratiques de la participation*, Le Bord de l'eau, 2011

Le premier enjeu présent sur l'ensemble des terrains résulte de la mise en crise de l'habiter par des projets urbains d'aménagement. Face à cette vulnérabilisation de l'habiter, les acteurs prennent la mesure du lien qui les attache à leur environnement qu'il s'agisse d'un quartier, de coins de rue, d'une montagne. L'habiter apparaît alors comme étant toujours d'emblée un « habiter avec » ou un « cohabiter », qu'il s'agisse de cohabiter avec des voisins, ou avec des non-humains : forêts, buissons et chemins à Can Masdeu, murs à pêches, pelouses ou rues goudronnées à Montreuil. La vulnérabilité rend la cohabitation manifeste parce qu'elle ouvre sur l'expression du souci quand à ce qui est autour, suivant la manière dont les projets d'aménagement redéfinissent les territoires et tranchent abruptement les questions de *qui* ou de *ce qui* compte.

Le deuxième enjeu est explicitement porté par la coordination des habitants de Montreuil, dans son nom même : coordonner/se coordonner. Cette opération découle de la précédente et permet d'en souligner la charge politique : cohabiter, c'est tenir compte de ceux qui sont là sans avoir décidé par avance de *ceux* qui comptent et de *ce* qui compte. Coordonner, et c'est là une leçon majeure de la coordination de Montreuil, c'est arriver à faire exister sur un plan commun des valeurs, perceptions et usages radicalement différents les uns des autres, à entreprendre des actions conjointes sans ôter à chaque groupe son autonomie d'action et de pensée. *Se* coordonner, c'est donc co-ordonner les différentes manières d'habiter, mais c'est aussi redonner au monde rendu étranger voire hostile par les réaménagements des coordonnées permettant de s'orienter dans une ville en transformation, et partant, le faire advenir comme commun.

En cet endroit, nous rencontrons le troisième enjeu mis en évidence par notre recherche, celui de la communisation des espaces (équipements collectifs, espaces publics, terres agricoles), mais aussi des savoirs et savoirs-faire (environnementaux, agroécologiques, locaux). Ou c'est peut-être encore de communalisation dont il faudrait parler, comme le suggère la notion de « communaux » – au sens que ce terme a dans le monde rural. Les « communaux », ce sont ces biens et ces espaces qui n'appartiennent à personne, qui ne sont ni du domaine du « public », ni du domaine du « privé ». Bien loin que de redéfinir l'espace vert, la terre, les parcelles habitées en propriété – y compris en propriété d'usages – les usages développés par les habitants des collectifs et les êtres qui leur sont associés (voisins, oiseaux, routes goudronnées, jardins, etc.) sont inappropriables, parce que de l'ordre de ces terres rurales qui servent aussi bien de lieu d'accès et de passage, que de chemins principaux ou secondaires. Mais les « communaux » sont aussi du même coup ces espaces dont ceux qui sont sans terre peuvent user pour glaner, obtenir du fourrage pour leurs bêtes, et plus que ça, pour cultiver la terre¹².

Ces trois enjeux : cohabiter, coordonner, communiser ou communaliser, intriquent environnement et politique d'une manière qui interroge ce qu'il en est de la concertation ou encore de la participation à propos des questions environnementales. Il s'agit bien par là pour les collectifs qui nous ont intéressés, et qui dessinent une politique de plein air, d'engager une sortie de la participation telle que préfigurée au sein des dispositifs institués. Mais cette sortie ne se traduit ni par le déploiement d'une critique surplombante des dispositifs de participation, ni par la mise en œuvre de modalités alternatives de participation. Ce qui compte pour la coordination, les Pavillons Sauvages ou Can Masdeu, ce n'est pas de sortir du monde pour expérimenter en chambre d'autres modes de gouvernement des êtres, mais de *prendre part* au monde et de redécouvrir ainsi le sens fort du verbe participer. Prendre part, c'est composer avec ceux qui sont là mais qu'on n'attendait pas forcément ; plus particulièrement, en avoir le souci lorsque leur présence est mise à mal par les politiques de réaménagement.

Si ces opérations ne reviennent pas, à proprement parler, à de la participation, c'est aussi bien parce que les choses sont bien plus troubles que sous ce régime spécifique et bien institué. Alors que dans

12 Ce faisant, il n'est pas question, ni pour nous, ni pour les collectifs concernés, de mythifier un état ancien – celui de l'usage de ces « communs » – mais bien d'envisager la manière dont cette dimension se trouve convoquée à nouveau aujourd'hui dans la redéfinition du territoire comme habitable.

le cas de la participation, des instances politiques demandent aux habitants dont elles ont la charge de participer à la prise de décision, éventuellement en faisant appel à un tiers (les Arpenteurs) ou en ouvrant des espaces *ad hoc* (Plateforme, Conseil consultatif), dans notre cas le statut des êtres en présence est bien moins stable. C'est à dire qu'il ne s'agit pas seulement d'« habitants », mais d'habitants dans la multiplicité de leurs attachements : des cueilleurs de champignons, des urbanistes, des squatteurs, des automobilistes, amateurs d'aéromodélisme ou de musique punk...